(1)

(N° 147.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1881-1882.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 1.

(20 MARS 1882.)

PÉTITIONS SUR LESQUELLES DES RAPPORTS ONT ÉTÉ DÉPOSÉS.

M. BOCKSTAEL, 1er *rapporteur*.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	10940.	Par pétition datée de Laroche, le 27 mars 1880, Des membres du conseil communal de Laroche réclament l'intervention de la Chambre pour que la dame Camart, ancienne institutrice communale, soit admise à la pension ou qu'on lui restitue les sommes qu'elle a versées à la caisse des pensions. Conclusions : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*
2.	12835.	Par pétition datée d'Anvers, le 12 février 1882, Des officiers pensionnés, à Anvers, prient la Chambre de voter une loi sur les pensions, qui, en les augmentant toutes, établisse aussi l'égalité entre les pensions civiles et les pensions militaires. Conclusions : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*
3.	12861.	Par pétition datée de Malines, le 21 février 1882, Des officiers pensionnés, à Malines, demandent une amélioration de position pour tous les pensionnés et le maintien de l'harmonie entre les pensions militaires et les pensions civiles. Même demande des président et secrétaire de la Société

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	

philanthropique des décorés de l'Ordre de Léopold, à Bruxelles

CONCLUSIONS : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

M. WASHER, 2e *rapporteur.*

4. 12405. Par pétition datée de Mons, le 12 novembre 1881,

Le sieur de Brissy demande l'annulation d'une décision du conseil communal de Mons concernant la nomination d'un médecin à l'hôpital civil.

CONCLUSIONS : *Ordre du jour.*

M. LUCQ, 3e *rapporteur.*

5. 12713. Par pétition datée de Cortessem, le 20 janvier 1882,

Les administrateurs du bureau de bienfaissance de Cortessem se plaignent que leurs actes, conformes aux précédents, sont désapprouvés par l'autorité supérieure et que celle-ci les contraint de payer pour les enfants pauvres qui librement ne vont pas à l'école officielle.

CONCLUSIONS : *Ordre du jour.*

M. HANSSENS, 4e *rapporteur.*

6. 12742. Par pétition datée de Wellin, le 15 janvier 1882,

L'administration communale de Wellin demande que le chemin de fer projeté de Rochefort-Bouillon-Sedan passe par Wellin.

Même demande des administrations communales de Sohier, Lomprez et d'habitants de Wellin.

CONCLUSIONS : *Dépôt sur le bureau pendant la discussion du budget des Travaux Publics.*

7. 12712. Par pétition datée de Bertrix,

L'administration communale et des habitants de Bertrix demandent que la ligne de Bertrix à Sedan, par les ardoisières d'Herbeumont et Bouillon, soit comprise dans le futur projet de travaux publics.

CONCLUSIONS : *Dépôt sur le bureau pendant la discussion du budget des Travaux Publics.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
8.	12743.	Par pétition datée de Herbeumont, le 25 janvier 1882,
	12758.	L'administration communale et des habitants de Herbeumont demandent que le chemin de fer projeté de Rochefort-Bouillon-Sedan passe par les ardoisières de Herbeumont. Même demande des conseils communaux d'Orgéo et de Bertrix. Conclusions : *Dépôt sur le bureau pendant la discussion du budget des Travaux Publics.*
9.	12644.	Par pétition datée de Charleroi, le 9 janvier 1882, Des notaires de Charleroi prient la Chambre de voter une loi en vertu de laquelle les actes notariés contenant quittance de prix de vente de biens adjugés publiquement seront, par exception, enregistrés, soit à un droit fixe gradué, soit à un droit proportionnel réduit. Conclusions : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*
10.	12715.	Par pétition datée de Saint-Vincent, le 23 janvier 1882, Le sieur Lepage, à Saint-Vincent, se plaint de ce que sa fille, élève à l'école officielle, n'est admise ni à l'enseignement religieux donné à l'église, ni à la première communion, par le curé de cette commune, et demande que ce prêtre soit privé de son traitement. Conclusions : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

M. GOBLET D'ALVIELLA, 5e *rapporteur*.

11.	12907.	Par pétition datée de Mande-Saint-Étienne, le 5 mars 1882, Des habitants de Mande-Saint-Étienne se plaignent des agissements du curé de leur paroisse et demandent qu'on lui retranche son traitement. Conclusions : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
12.	12860.	Par pétition datée d'Iseghem, le 18 février 1882, La dame Van Ryckeghem, veuve du sieur Bourgeois, en son vivant instituteur à Beveren-lez-Roulers, demande un subside. Conclusions : *Dépôt sur le bureau pendant la discussion du budget du Ministère de l'Instruction Publique.*

M. JULIEN WARNANT, 6e *rapporteur*.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
13.	12577.	Par pétition datée de Bruges, le 3 décembre 1881,

Des instituteurs du canton scolaire de Bruges demandent la gratuité de l'enseignement primaire.

CONCLUSIONS : *Renvoi à MM. les Ministres de l'Instruction Publique et de l'Intérieur.*